

Sécurité alimentaire et agriculture dans les accords de libre-échange de l'Union européenne avec les pays du Sud

CCFD, 21 février 2011

Cette étude du CCFD-Terre Solidaire vise à analyser les accords de libre-échange de l'Union européenne (UE) pour déterminer leur contribution au développement des pays du Sud, sous l'angle particulier de l'agriculture et du droit à l'alimentation. Dans un contexte d'enlisement du cycle de négociations de Doha à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), on peut remarquer la multiplication des accords commerciaux de libre-échange au niveau mondial. L'UE n'échappe pas à ce constat et négocie de nombreux accords commerciaux, en particulier avec les pays de l'hémisphère Sud, souvent peu développés. La Commission européenne et les instances dirigeantes de l'UE maintiennent que l'objectif premier de ces accords commerciaux reste le développement, la réduction, et à terme l'éradication de la pauvreté (Accord de Cotonou, article 1). Cependant le Parlement européen soulignait en 2006 que « la libéralisation du commerce entre des partenaires inégaux à des fins de développement s'est révélée dans le passé inefficace et même contreproductive ».

http://ccfd-terresolidaire.org/securite_alimentaire/